



Après le 19^{ème} Congrès, quelles relations entre la France et la Chine ?
Par Jean-Charles, Avocat au Barreau de Paris – Simon Associés –
Paris, le 7 Novembre 2017

Le 19^{ème} Congrès du Parti communiste chinois (PCC) vient de se clôturer le 25 octobre 2017 par un discours du Président Xi Jinping, 64 ans, qui est ainsi reconduit à la tête du PCC, pour un nouveau mandat de 5 ans.

Ainsi qu'attendu, le nom de Xi Jinping est inscrit dans la charte du PCC suite au vote des 2287 délégués du Congrès qui consacre aussi en sa charte la « pensée » du Président Xi Jinping tout comme Mao (la « pensée Mao Zedong ») et dans une moindre mesure Deng en son temps (la « théorie Deng Xiaoping »). Elève à la fois de Mao et de Deng, le Président Xi Jinping devient donc le dirigeant le plus puissant, depuis Mao Zedong. Sa force supplémentaire est que cet honneur a lieu de son vivant.

Tous les membres de l'ancien Comité Permanent (7 membres) ont été remerciés, à l'exception du Premier ministre, Li Keqiang, qui garde son poste. Aucun dauphin ne semble vraiment se dégager même si deux candidats, l'un homme de Hu Jintao, Hu Chunhua, l'autre du Président Xi, Chen Min'er, sont souvent cités, et il est à noter que pour la première fois de son histoire, les 7 sont issus de la même génération. Le Président Xi Jinping disposera de 4 voix sur 7. Le nouveau Comité Central (204 membres) et le Bureau Politique (25 membres) sont en place. La deuxième session plénière du Comité central en février 2018 permettra de connaître les dernières nominations.

La résolution finale du 19^{ème} congrès souligne que “le Parti doit s'unir pour remporter la victoire décisive de l'édification intégrale de la société de moyenne aisance, faire triompher le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère, et lutter sans relâche pour réaliser le rêve chinois du grand renouveau de la nation”.

Il faudra bien garder en mémoire cette vision d'une économie mixte, résolument tournée vers la mondialisation tout en conservant un caractère unitaire, qui assure 30% de la croissance mondiale.

D'une certaine manière, le « rêve chinois » promu par la Président Xi Jinping dans une « nouvelle ère » peut maintenant devenir une alternative au « rêve américain ».

La Chine poursuit « l'édification d'une société de moyenne aisance » et le « socialisme à la chinoise » entre dans une nouvelle étape qui doit continuer à servir et promouvoir le Parti.

Un modèle pour une ambition partagée

On ne peut que constater que la Chine a réussi ces dernières années à mettre en place un modèle spécifique, avec succès, qui correspond aux réalités chinoises. A l'heure où en 2017 la croissance des importations et des exportations chinoises devrait enregistrer une croissance à deux chiffres, ainsi que l'a annoncé l'Administration générale des douanes le 13 octobre dernier, les résultats des cinq années écoulées sont là. La Chine d'aujourd'hui n'est pas celle il y a cinq ans.

Le 19^{ème} Congrès national du PCC a pour objectif d'élaborer un programme pour maintenir la croissance et le développement de la Chine dont l'économie a progressé d'environ 6 % par an, tout en continuant sa conquête du monde. Cette croissance a permis d'améliorer le niveau de vie des plus démunis, mais aussi d'une classe moyenne émergente, et d'engager des politiques sociales.

Chacun à son niveau peut trouver de quoi répondre à son ambition. Pour les plus fortunés qui peuvent se le permettre, investir à l'étranger, que ce soit aux États-Unis, en Europe ou ailleurs, encore qu'aujourd'hui certains préfèrent rester en Chine et développer leur business à l'international, et de plus en plus en Asie. Pour ceux qui n'ont pas les moyens d'aller à l'international, accéder au luxe en Chine, ou exister dans une classe moyenne qui donne une certaine aisance. Quant aux pauvres des villes, leur ambition est de bien se loger et de se nourrir correctement. L'ambition des paysans des campagnes est d'émigrer dans les villes pour nombre d'entre eux, même si l'Etat met actuellement en place des politiques de retour des étudiants dans leurs villes d'origine.

C'est cette ambition partagée, assumée, qui garantit la paix sociale et une volonté commune d'être derrière celui qui est le « premier de cordée ».

Si la politique du Président Xi est parfois vue comme étant de plus en plus autoritaire par l'Europe, les chinois sont plutôt satisfaits et fiers de cette politique qui conduit le pays à devenir le 1er pays du monde. Le peuple chinois est très pragmatique, focalise sur les résultats et peu sur les moyens.

Cette Chine, conquérante et puissante, est animée par un parti qui dirige la Chine avec une gouvernance autoritaire nécessaire, liée à la taille d'un pays et aux enjeux d'une population « patriote » en demande, à l'évidence très fière de la nouvelle image de la Chine.

Car il faut bien arbitrer, trancher, décider, dans un pays à la taille d'un continent qui présente des situations géographiques différentes, des intérêts provinciaux puissants, des entreprises très concurrentes entre elles, des ambitions personnelles à réguler.

Ce modèle aussi fondé sur l'investissement n'est pas sans risque et de nombreux experts sont inquiets du niveau d'endettement de la Chine à hauteur de 250 % de son PIB à comparer aux 96 % en France. Pour autant, les experts oublient que la dette en occident repose sur le système de monnaie fiduciaire alors que la Chine détiendrait 30000 tonnes de réserves de change (6^{ème} pays au monde), stock qui a augmenté de 70 % depuis 15 mois.

Si les mêmes experts soulignent que la croissance ne profite pas non plus de manière égale à tous et que 1 % de la population possède plus de 30 % des richesses, il est à noter que ce niveau n'est en fait pas très différent des USA ou même de la France dans une moindre mesure. La

Chine devra cependant anticiper les difficultés liées à cette situation du fait du nombre de la population.

Faire avancer la Chine dans ce contexte d'équilibres incertains n'est pas simple et l'action majeure du parti, le sens de son existence, est là. C'est aussi de cela que dépend probablement sa force et sa puissance à terme.

Un acteur majeur de la scène internationale

Depuis cinq ans, la Chine a joué un rôle moteur pour la croissance mondiale. Elle a aussi davantage contribué par sa présence dans les instances internationales, notamment en étant plus impliqué dans les opérations des Nations Unies.

L'autorité assumée fait aujourd'hui le succès de la Chine, notamment sur la scène mondiale où elle est devenue une grande puissance internationale, active dans toutes les grandes institutions - Nations unies, Organisation Mondiale du Commerce - ayant également initiée ses propres infrastructures comme la Banque Asiatique d'Investissement ou les nouvelles routes de la soie. Au sein du FMI, dirigé de manière avisé, le RMB fait dorénavant partie du panier des 5 monnaies de réserves de change.

La Chine est devenue créative, compétitive, exportatrice, attractive. La jeunesse, de mieux en mieux formée pour faire face aux enjeux du monde, est enthousiaste et optimiste. Les entreprises publiques et privées partent à la conquête de nouveaux marchés. Ayons à l'esprit que la Chine est aujourd'hui le premier pays producteur de brevets. Les produits « made in China » ont de plus en plus la confiance des consommateurs qui achètent, en Chine et dans le monde, des téléphones Huawei et des produits Xiaomi.

La Chine prend progressivement une position centrale dans l'échiquier du monde contemporain dont il faut bien admettre qu'il est dangereux. Plus que jamais, les états doivent discuter, s'accorder et décider dans l'intérêt général.

La théorie du « profil bas » « cacher ses talents et attendre son heure » du Président Deng est révolue car elle ne correspond plus à ce qu'est la Chine d'aujourd'hui.

« Belt and Road Initiative » s'inscrit dans ce contexte et permet à des états très différents d'échanger et de coopérer dans un modèle multilatéral de coopération. Ce projet ambitieux suit le développement économique de la Chine et ses nouveaux enjeux, notamment ceux des surcapacités industrielles à écouler ou des surplus de capitaux à investir, mais aussi le désenclavement d'une certaine dépendance de la Chine à l'égard des pays avec lesquels la Chine a développé sa prospérité, lesquels entretiennent aussi des relations étroites avec les États-Unis.

L'Europe est frileuse à soutenir ce projet qui pourrait apparaître comme une volonté de mettre en place une organisation internationale alternative à celles déjà existantes, outre des questions sur le financement et les orientations du projet aujourd'hui. Chacun a en tête la démonstration de force lors du sommet « Belt and Road Initiative » le 14 Mai dernier à Pékin en présence de chefs d'états et délégations de 60 pays.

Pour autant, conscient que le Président Xi Jinping ne reculera plus, il faut que l'Europe, et bien sûr la France, participe au dialogue nécessaire autour de « Belt and Road Initiative ».

Les enjeux des 5 prochaines années

D'une manière générale, l'organisation en place devra continuer à montrer sa cohérence, en ayant à présent à l'esprit quelques prérequis.

Tout d'abord, à n'en pas douter, la Chine va continuer à s'affirmer comme un acteur essentiel de l'économie internationale, notamment au moyen des capitaux disponibles mais aussi de sa puissance de consommation. La mondialisation des intérêts économiques est en marche et ne s'arrêtera pas. En 2016, les investissements directs chinois à l'étranger sont d'environ 200 milliards de dollars. Les avoirs globaux cumulés à l'horizon 2020 seront de plus de 20 000 milliards de dollars.

Ensuite, celui de la population chinoise qui doit être rassurée dans la capacité de ses dirigeants, et du PCC, de lui apporter ce qu'elle attend.

Sécurité pour chacun, sur le territoire chinois et à l'international, meilleure éducation, environnement plus sain, amélioration du niveau de vie et des services, égalité des chances et de réussite pour tous, accéder à un niveau de croissance permettant d'être égal de la population des plus grands pays du monde, protection des investissements, répartition des fruits de la croissance, sont quelques-uns des axes forts d'attente de la population chinoise.

Par ailleurs, il faut garder à l'esprit la contrainte liée à l'histoire de la Chine et à la géopolitique. Si la Chine a quasiment réglé la question de ses frontières terrestres, le sujet des frontières maritimes est plus délicat, qu'il s'agisse de la mer de Chine méridionale ou orientale. Ce sujet n'est pas neutre car la Chine agit aussi d'une certaine manière en se considérant « cernée » par les alliés des États-Unis, Japon, Corée du Sud, Vietnam, Philippines, etc. Autant de pays avec lesquels elle commerce beaucoup aujourd'hui. Ce sujet est d'ailleurs un de ceux qui explique la position d'attente à l'égard de la Corée du Nord. La visite du Président Trump du 8 au 10 novembre prochain sera intéressante à de nombreux égards.

Ainsi, la Chine va devoir aussi montrer ses qualités d'acteur éclairé des négociations internationales au sein des grandes organisations, Nations Unies, Fonds Monétaire International, Organisation Mondial du Commerce.

De la capacité de la Chine à participer à la gouvernance mondiale de manière rassurante, de s'impliquer par l'action à résoudre les grands sujets (maintien de la paix et terrorisme par exemple) dépendra l'évolution de sa place d'État pivot à l'heure où les États-Unis semblent plus fragiles.

Sur le plan économique, et pour apparaître comme un acteur égal du monde, la Chine devra démontrer sa réelle volonté du « gagnant-gagnant » sans imposer des rapports de force, que ce soit dans ses relations *outbound* ou *inbound*.

Pour qu'elles soient pérennes, et parce que la Chine a toujours construit ses actions dans le temps (aujourd'hui avec des étapes annoncées en 2035 et 2050), les relations économiques doivent être équilibrées et respectueuses. Les entreprises chinoises investissant en France, mais aussi en Europe ou en Afrique, où la Chine est très présente, doivent davantage tenir compte de leurs interlocuteurs, du terrain local et de ses spécificités.

Réciprocité (au sens Equilibre gagnant-gagnant), sécurité et confiance sont essentiels dans une relation commerciale. La confiance se construit nécessairement avec un engagement conjoint et réciproque.

La France a une place diplomatique, mais aussi économique, à défendre. L'enjeu est aussi politique.

Politique, car le calendrier est à 5 ans pour les Présidents Macron et XI avec des objectifs affirmés qui peuvent se rejoindre.

Diplomatique, car la France est un ami ancien de la Chine depuis sa reconnaissance par le général De Gaulle en 1964, envers et contre tous. La Chine qui n'oublie jamais en est toujours reconnaissante. Il nous semble important de considérer le leadership multilatéraliste à la Chinoise qui s'installe dans le Monde. N'est-il pas nécessaire de se réunir régulièrement pour discuter ? N'est-ce pas une alternative au bilatéralisme ?

Économique, car la France a de nombreux atouts. Elle est reconnue pour sa création, ses ingénieurs, son savoir-faire technologique et industriel, sa formation, son sens de l'anticipation, une certaine vision des enjeux du Monde.

Or, la Chine de la « nouvelle ère » restera stratégiquement une Chine économiquement ouverte et sera résolument tournée vers l'innovation.

La France peut être aussi un allié précieux dans les relations de la Chine avec l'Europe et l'Afrique.

Pour cela, nous devons vaincre les réticences et définir clairement les activités stratégiques non possibles en France (elles ne le seraient pas davantage en Chine), celles à prendre avec précaution, et enfin les activités totalement ouvertes.

Se distinguant de certains pays d'Europe, notamment l'Allemagne où les entreprises agissent davantage de manière autonome à l'international, la France doit rapidement proposer à la Chine une ambition, un modèle de travail ensemble au risque de laisser d'autres, pas si loin en Europe, prendre les places.

Pour cela, l'action des acteurs politiques et économiques doit être ordonnée pour communiquer et agir avec une même volonté, dans un état d'esprit positivement partagé, surtout compréhensible par la Chine, notamment dans le cadre du projet « Belt and Road Initiative ». A n'en pas douter ce sera aussi un des enjeux de la visite du Président de la République Française en Chine.

La place de la France peut être significative, voire déterminante, à l'heure où la croissance économique, partagée au mieux entre tous en étant respectueuse des intérêts de chacun, est essentielle aux équilibres politiques.

A propos de Jean-Charles SIMON

Jean-Charles SIMON, Avocat, gérant et associé de Simon Associés (www.simonassocies.com) développe depuis plus de 25 ans son expertise en matière Juridique et Contentieuse, notamment dans le domaine des Cessions Acquisitions, Procédures amiables et judiciaires de la Loi de Sauvegarde.

Il a développé au sein du cabinet l'expertise internationale d'une équipe qui intervient aujourd'hui dans plus de 30 pays (www.simoninternational.org). Il est dans ce département en charge des activités Asie, notamment avec la Chine et la Corée du Sud. Le cabinet intervient notamment en Chine avec YINGKE LAW FIRM.

Jean-Charles SIMON est l'auteur de nombreux articles et interviews concernant la Chine. Il est membre de diverses organisations, tant en France qu'en Chine.